

BANQUE CENTRALE DU CONGO



NOTE DE CONJONCTURE DU MOIS DE FEVRIER 2020

MARS 2020

Banque Centrale du Congo

Adresse : 563, Boulevard Colonel Tshatshi
Kinshasa-Gombe
République Démocratique du Congo

Adresse postale : 2697 Kinshasa 1

Téléphone : (243)815556966
(243)818108009
(243)815084402

Site Web: <http://www.bcc.c>

La Note de conjoncture est élaborée par la Direction des Analyses Economiques sous la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

La Note de conjoncture mensuelle est publiée au plus tard le dernier jour du mois suivant celui sous revue.

I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTERIEUR

1.1 Aperçu de l'économie mondiale

Les développements économiques récents restent marqués par des incertitudes persistantes liées à la propagation rapide de la pandémie du Coronavirus observée ces dernières semaines et ses conséquences sur l'économie mondiale.

Il a également été relevé que la lenteur et l'incapacité, de certains pays à maîtriser la propagation de cette urgence sanitaire, notamment ceux de l'Afrique subsaharienne, pourrait conduire à des conséquences plus sévères que prévues. C'est dans ce contexte que l'OCDE a révélé que la baisse du commerce international observée au quatrième trimestre 2019 dans les économies du G-20 devrait se poursuivre au premier trimestre de 2020. Aussi, a-t-elle revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2020 et 2021, respectivement de 0,5 point et 0,3 point de pourcentage par rapport aux prévisions initiales. Ainsi, la croissance annuelle du PIB mondiale devrait s'établir à 2,4 % en 2020 et 3,3 % en 2021 contre une réalisation de 2,9 % en 2019.

Face à cette situation, il est demandé aux Gouvernements de prendre, de manière coordonnée, des actions rapides et efficaces allant dans le sens d'aider la population, grâce notamment à l'accroissement de ressources au secteur de la santé et au soutien des plus vulnérables ainsi que des entreprises. De même, la mise en œuvre des politiques macroéconomiques adéquates devrait généralement contribuer *(i) à accroître la liquidité des banques, (ii) de s'assurer que la politique monétaire réponde aux conditions de marché extrême et (iii) à laisser jouer les stabilisateurs automatiques et renforcer l'investissement public.*

Par ailleurs, le FMI et la Banque mondiale ont mis en place des plans d'urgence avec financement immédiat pour aider les pays membres les plus vulnérables surtout du point de vue sanitaire.

1.2 Evolution de l'activité dans les principaux pays et Zones économiques

1.2.1. Pool Europe

Dans la zone euro, les premières estimations de l'Office européen des statistiques (Eurostat) révèlent un ralentissement de l'inflation au mois de février dans la zone, attesté par un taux de 1,2 % contre 1,4 % le mois précédent. Il convient de relever que ce niveau d'inflation demeure en deçà de l'objectif de 2,0 % fixé par la Banque centrale européenne (BCE). S'agissant de l'inflation sous-jacente, elle a progressé de 1,2 % en février, soit +0,1 point de pourcentage par rapport au niveau enregistré en janvier 2020.

Par ailleurs, l'indice des directeurs d'achat (IHS) pour le secteur des services en zone euro est ressorti à 52,6 en février après 52,5 en janvier et une prévision de 52,8. Quant à l'indice composite, qui intègre l'activité dans les services et l'industrie, il s'est établi à 51,6 après 51,3 en janvier. Il signale ainsi la plus forte expansion du secteur privé de la zone euro depuis six mois.

1.1.1. Pool Amérique

Aux Etats-Unis, le Comité de Politique monétaire de la Fed (FOMC) a décidé, dans un communiqué publié à l'issue d'une conférence des ministres des finances et de banques du G7, de baisser de 0,5 point de pourcentage ses taux directeurs, dans la fourchette de 1 % et 1,25 %, en vue de protéger l'activité économique des Etats-Unis suite à l'évolution du Covid-19. Cette décision unanime de réduire le taux de référence prise par le comité de politique monétaire de la Fed, en dehors du calendrier habituel des réunions, est la première depuis la crise financière de 2008.

Par ailleurs, la croissance de l'activité dans le secteur des services a atteint son plus haut niveau en un an en février malgré la pandémie du coronavirus. En effet, l'indice ISM des services s'est situé à 57,3 au mois de février contre 55,5 en janvier 2020 et une prévision de 54,8. Pour rappel, le seuil des 50 marque pour l'indice ISM la limite entre expansion et le repli de l'activité du secteur des services. Plus il est haut au-dessus de ce niveau, plus le rythme de la croissance sectorielle est soutenu.

1.1.2. Pool Asie

Au Japon, l'activité dans le secteur des services s'est contractée en février dernier, attestant les pressions sur l'économie dans un contexte caractérisé par l'épidémie de coronavirus. En effet, l'Indice PMI des services calculé par Markit/Jibun Bank s'est chiffré à 46,8 en données corrigées des variations saisonnières, contre 51,0 en janvier 2020. Il s'agit de son niveau le plus bas observé depuis près de six ans.

D'aucuns estiment qu'avec la baisse de la consommation et de la confiance des entreprises, l'économie japonaise pourrait connaître une récession au premier trimestre 2020, après une contraction enregistrée au trimestre précédent. S'agissant de l'indice PMI composite, qui intègre le secteur manufacturier et celui des services, il s'est situé à 47,0 contre 51,0 en janvier.

En Chine, la Banque centrale a annoncé, dans le souci de faire face à l'épidémie de coronavirus, l'adoption d'une série de mesures, dont le renforcement de son soutien aux petites et moyennes banques, en vue de reconstituer leurs capitaux afin d'augmenter leur capacité d'emprunt et de promouvoir le développement de l'économie réelle. Elle a ainsi procédé à la multiplication des opérations d'open market par le biais des prises en pension, le retrait de la liquidité à court terme alors que la

liquidité dans le système bancaire reste raisonnablement abondante. Aussi, la banque centrale a-t-elle établi une facilité de refinancement spéciale à faible coût de 300 milliards de yuans (environ 42,7 milliards de dollars) afin de fournir des fonds aux banques nationales majeures et à certaines banques d'affaires locales, accordant un soutien ciblé aux entreprises directement engagées dans la lutte contre l'épidémie.

Par ailleurs, les résultats de l'enquête réalisée auprès des directeurs d'achats chinois par le cabinet IHS Markit renseignent une chute de l'activité dans les secteurs des services au mois de février, paralysée par l'épidémie du nouveau coronavirus. En effet, l'indice PMI s'est contracté à 26,5 en février contre 51,8 en janvier 2020. Il s'agit du plus bas niveau jamais enregistré depuis le début de la publication de l'indice il y a quatorze ans.

1.1.3. Pool Afrique

La conjoncture économique reste marquée par les inquiétudes liées aux effets de la propagation de la pandémie du coronavirus sur les économies africaines et leur capacité à répondre rapidement à cette urgence sanitaire mondiale. D'après le Global Health Security (GHS) index, plus de 60 % des pays africains ne sont pas préparés à faire face à la propagation rapide du coronavirus observée ces dernières semaines. En effet, le rapport souligne que la grande majorité des pays, principalement de l'Afrique subsaharienne, soit près de 33 pays du continent, n'a pas le niveau de préparation élevé en matière de gestion d'une crise financière. Seuls deux pays, l'Afrique du Sud et le Kenya, ont un niveau de préparation élevé en matière de « détection et de notification précoces des épidémies susceptibles de susciter des inquiétudes au niveau international ».

Par ailleurs, le Président de la République Sud-africaine (RSA), actuel Président en exercice de l'Union Africaine, a indiqué que le prochain sommet extraordinaire de l'Union africaine prévue au mois de mai 2020 en RSA devrait concrétiser la finalisation de la signature de l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZELCA). Aussi, cette rencontre devrait permettre la finalisation des règles définissant les produits à fabriquer sur le continent ainsi que les tarifs à démanteler au cours de cinq prochaines années.

Lancé au mois de juillet dernier, le projet de ZLECA devrait, en cas de concrétisation, permettre une création d'un marché de plus de 1,3 milliard de consommateurs, avec un PIB brut de 3,4 trillions de USD.

1.3 Marchés des produits de base intéressant l'économie congolaise.

Les cours des matières premières échangés par la RDC ont évolué de manière distincte au mois de février 2020, comme indiqué ci-dessous, influencé principalement par les incertitudes liées à la propagation de l'épidémie de coronavirus.

Tableau 1 : Cours moyens des produits miniers et énergétiques

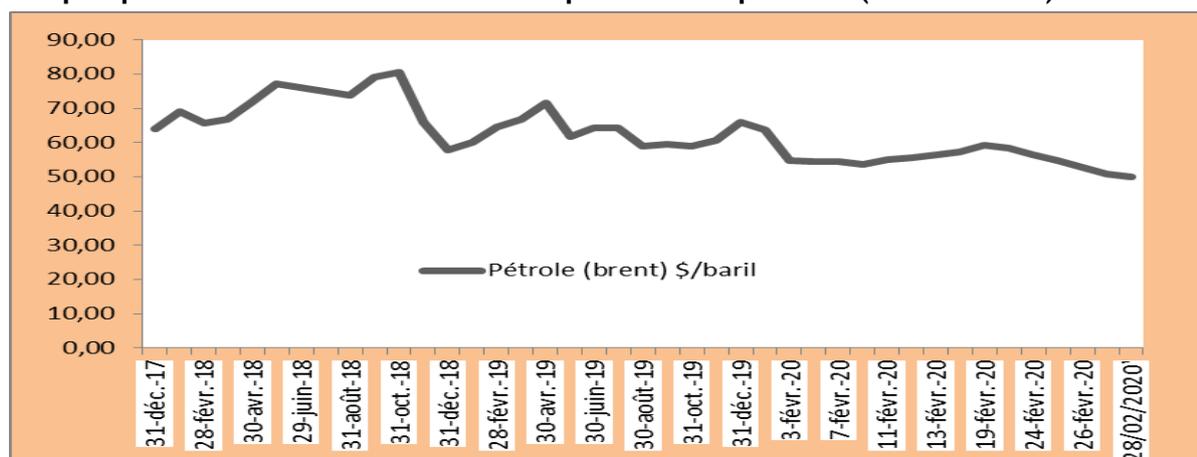
	31-déc.-18	31-janv.-19	30-sept.-19	31-déc.-19	31-janv.-20	28-févr.-20
Pétrole (brent) \$/baril	57,69	60,13	61,34	65,11	63,71	55,49
variation (en %)	-12,55	4,22	3,48	4,25	-2,16	-12,90
Cuivre LME \$/tm	6 098,38	5 923,15	5 742,26	6 053,02	6 070,77	5 685,15
variation (en %)	-1,35	-2,87	0,20	3,34	0,29	-6,35
Cobalt LME (boursorama) \$/tonne	55 250,00	41 113,64	35 672,74	33 738,10	32 397,73	33 712,50
variation (en %)	0,19	-25,59	18,02	-4,96	-3,97	4,06
Cobalt Londres \$/tonne	72 847,68	61 559,30	39 367,18	37 175,44	35 845,88	36 900,66
variation (en %)	-1,49	-15,50	30,34	-5,25	-3,58	2,94
Or New York \$/o.t.	1 250,29	1 291,07	1 508,34	1 480,41	1 560,29	1 594,75
variation/jour (en %)	2,42	3,26	1,11	0,53	5,40	2,21

Source : les échos/Boursorama

1.3.1. Pétrole brut

En février 2020, le baril du Brent s'est fixé en moyenne à 55,49 USD, affichant une baisse de 12,90 % par rapport à janvier. Cette baisse notable s'explique par les incertitudes sur les conséquences de la propagation du coronavirus. En effet, cette crise sanitaire a occasionné la contraction de la demande mondiale de pétrole, notamment celle de la Chine, épice centre du Covid-19, en raison de l'arrêt de l'activité dans les zones touchées.

Graphique 1 : Evolution du cours fin période du pétrole (USD le baril)



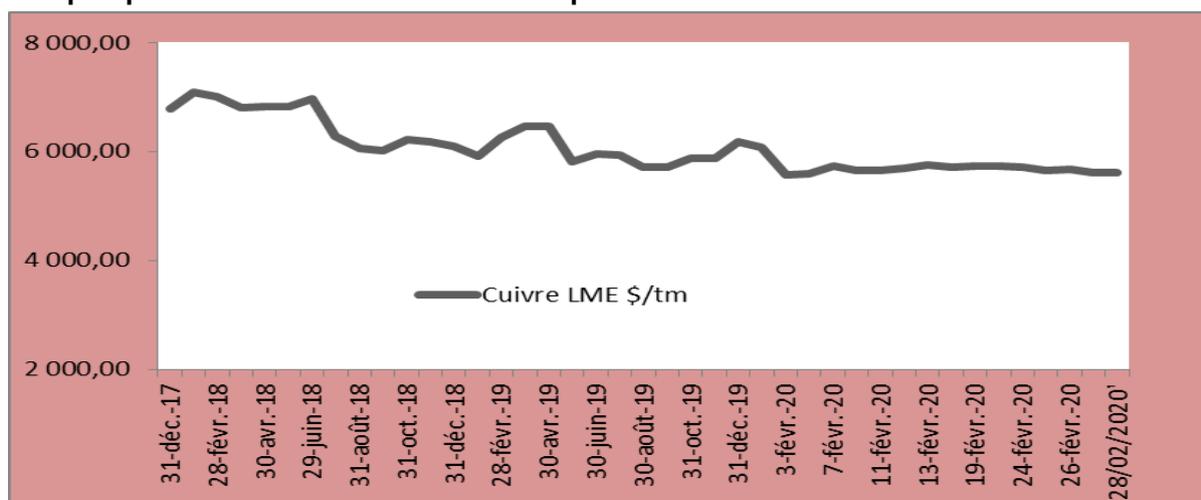
Source : Banque Centrale du Congo

1.3.2. Produits miniers

➤ Cuivre

Le cours du cuivre a enregistré une baisse de 6,35 % au cours du mois sous examen, par rapport au mois précédent, expliquée par la baisse de la demande de ce produit, notamment celle de la Chine, principal importateur du cuivre, avec la propagation du Covid-19. En effet, le prix moyen de la tonne métrique du cuivre s'est fixé à 5.685,15 USD.

Graphique 2 : Evolution du cours fin période du cuivre



Source : Banque Centrale du Congo.

➤ Cobalt et Or

La tonne du cobalt sur le marché des métaux de Londres a enregistré une hausse de 2,94 % par rapport à janvier, se fixant en moyenne à 36.900,66 USD au 28 février 2020.

Le cours moyen de l'or s'est fixé à 1.594,75 USD l'once en février 2020, soit son niveau le plus élevé depuis 2013, enregistrant une hausse de 2,21 % par rapport au mois précédent. En effet, le métal jaune reste porté par le contexte de taux d'intérêt faible et des tensions géopolitiques, conjugué aux craintes liées à la forte propagation du Covid-19. La combinaison de tous ces facteurs conduit les investisseurs à préférer l'or comme valeur refuge par excellence.

1.3.3. Produits agricoles

Au 28 février 2020, sur le marché de Chicago, les cours moyen du riz, du blé et du maïs se sont fixés à 13,45 Cents le boisseau, 549,05 Cents le boisseau et 138,78 USD. Il s'observe des baisses de respectives de 2,86 % et 2,20 % des cours du blé et maïs, par les craintes liées au coronavirus qui entraînent un ralentissement notable des échanges

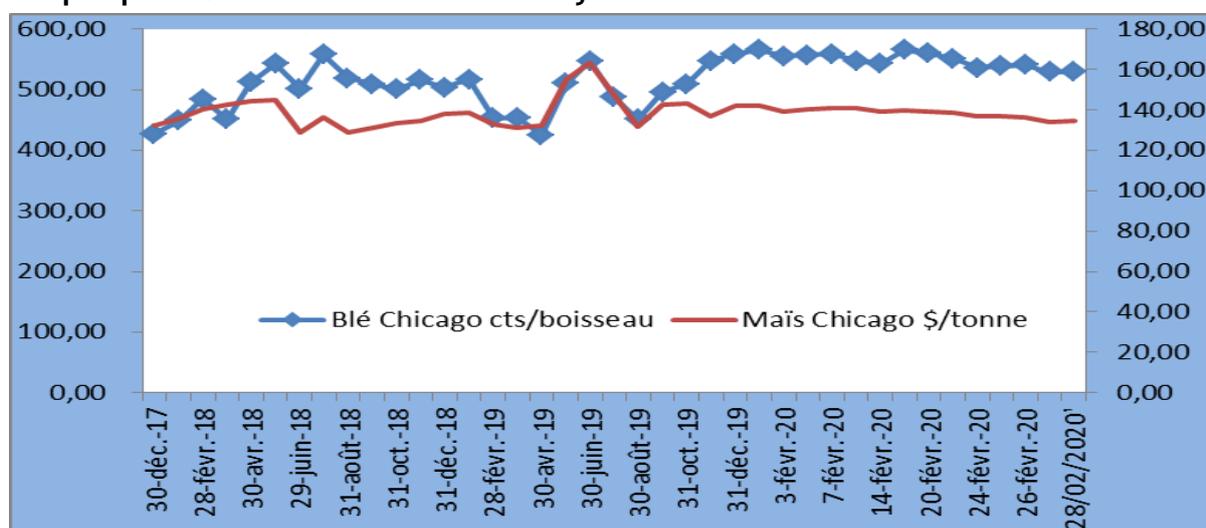
des produits céréaliers à travers le monde. Celui du riz a enregistré une hausse de 1,33 %.

Tableau 2: cours moyens des produits agricoles

	31-déc.-18	31-janv.-19	30-sept.-19	31-déc.-19	31-janv.-20	28-févr.-20
Riz Chicago Cts/lb	10,53	10,51	11,98	12,65	13,27	13,45
variation (en %)	-2,19	-0,14	5,76	5,52	4,94	1,33
Blé Chicago cts/bloisseau	518,71	516,61	477,31	542,13	565,20	549,05
variation (en %)	2,62	-0,40	1,23	4,95	4,26	-2,86
Maïs Chicago \$/tonne	138,55	139,44	133,21	139,13	141,90	138,78
variation (en %)	3,05	0,64	-3,75	1,38	1,99	-2,20

Sources : Les échos.

Graphique 3 : Evolution des cours moyens du blé et du maïs



Source : Banque Centrale du Congo.

1.3.4. Cours de change euro dollar

En février 2020, le cours de change euro dollar américain s'est inscrit en baisse, s'établissant à 1,09 le dollar américain contre 1,11 un mois auparavant et il était à 1,13 à la même période de l'année 2019.

Tableau 3 : Cours de change euro dollar

	janv.	fév.	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	Oct.	Nov.	Déc.	Taux moyen
2019	1,14	1,13	1,12	1,12	1,12	1,14	1,11	1,10	1,10	1,11	1,10	1,12	1,18
2020	1,11	1,09											

Source: forex.tradingsat.com/cours-euro-dollar

II. EVOLUTION DES ACTIVITES DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

2.1. SECTEUR REEL

2.1.1. Croissance économique

En 2020, les premières projections de croissance renseignent la poursuite du ralentissement de l'activité économique sur fond d'un environnement économique difficile tant sur le front extérieur qu'intérieur. En effet, la croissance devrait s'établir à 4,1 % contre des réalisations de 4,4 %, et 5,8 % respectivement en 2019 et 2018. Cette situation serait imputable principalement au ralentissement des activités dans les industries extractives, avec l'arrêt de la production de certaines entreprises minières et bâtiments et travaux publics.

Cependant, le niveau de croissance demeure supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne et serait porté par les secteurs non extractifs.

Tableau 4 : Evolution du PIB et de ses composantes

BRANCHES D'ACTIVITES	2017	2018	2019	2020
Secteur primaire	2,2	4,7	0,8	0,6
Agriculture, foret, élevage, chasse et pêche	0,3	0,3	0,5	0,5
Extraction	2,0	4,4	0,3	0,2
Secteur secondaire	1,2	0,7	1,5	1,3
Industries manufacturières	0,3	-0,1	0,7	0,7
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,0	0,0	0,0	0,0
Bâtiment et travaux publics	0,8	0,8	0,9	0,5
Secteur tertiaire	1,2	0,5	2,1	2,1
Transports et Télécommunications	0,3	-0,2	0,5	0,7
Commerce	0,7	0,3	0,6	0,8
Services d'administration publique	0,0	0,0	0,3	0,5
PIB au prix de base	4,6	5,8	4,4	4,0
Taxes sur les produits	-0,9	0,0	-0,1	0,1
PIB aux prix constants du marché	3,7	5,8	4,4	4,1

Source : CESCEN.

L'activité économique en 2020 devrait être portée principalement par le secteur tertiaire, suivi des secteurs secondaire et primaire, respectivement.

S'agissant du secteur tertiaire, sa contribution à la croissance se situerait à 2,1 points, induite principalement par la branche « Commerce » avec une contribution de 0,8 point.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

Les activités du secteur secondaire, avec une contribution à la croissance de 1,3 point, seraient tirées principalement par le dynamisme de la branche « Industries Manufacturières » dont la contribution à la croissance est de 0,7.

Enfin, le secteur primaire enregistrerait une baisse en termes de contribution à la croissance à 0,6 point contre 0,8 points en 2019. Cette situation serait consécutive à la baisse de contribution de la branche « Extraction », soit 0,2 point contre 0,3 points en 2019.

2.1.2. Baromètre de conjoncture

Au cours de la période sous analyse, il s'est observé un regain de confiance des chefs d'entreprises après deux mois consécutifs marqués par une méfiance quant à l'évolution de la conjoncture économique à court terme. En effet, le solde global d'opinions s'est établi à +0,3 % contre -7,7 % et -5,7 %, respectivement en janvier 2020 et en décembre 2019.

Tableau 5 : Evolution du solde brut d'opinions en 2019 et 2020

Secteur	2019											2020	
	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février
Solde global	5,1	19,2	10,4	6,1	8,4	14,0	11,5	6,8	3,4	1,6	-5,7	-7,7	0,3
Industries manufacturières	14,5	26,7	-20,7	15,1	-1,2	1,2	2,6	13,5	16,0	14,8	-11,3	-1,4	-32,4
Electricité et Eau	48,5	42,9	44,4	22,1	19,5	22,1	38,0	-7,6	-6,1	-3,8	52,7	52,7	54,0
Industries extractives	4,3	18,3	10,4	5,4	19,0	13,7	10,8	11,5	11,8	9,7	8,3	6,3	3,9
Construction	-21,4	11,1	34,3	34,2	30,9	29,0	15,6	10,0	10,3	8,6	-35,3	-65,2	-62,7
Services	-34,5	-8,2	-48,6	-46,6	-61,3	-29,8	-19,8	-36,1	-37,9	-30,2	-52,6	-56,4	-58,9

Source : BCC.

Cette tendance observée globalement dans le chef des entrepreneurs est en phase avec les évolutions notées essentiellement dans le secteur de la production énergétique et, dans une moindre mesure, dans celui de l'industrie extractive, bien qu'en recul par rapport au mois précédent.

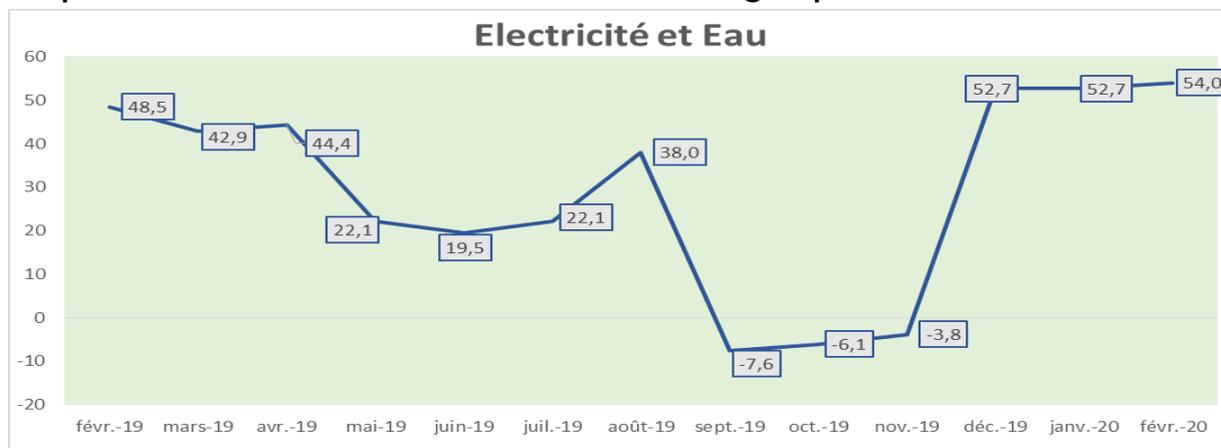
Graph. 4 : Solde global d'opinions 2019-2020



Source : BCC.

Le solde consolidé des opinions exprimées par les principaux exploitants de la branche « **Electricité et Eau** » s'est ainsi raffermi à +54,0 % en février 2020 contre un niveau de +52,7 % observé au cours des deux mois précédents, confirmant ainsi le raffermissement de la confiance des chefs d'entreprises du secteur. Ce résultat est expliqué par des perspectives d'investissements attendus dans ce secteur, lesquels visent l'amélioration de la capacité de production et de transport de l'eau et de l'énergie électrique.

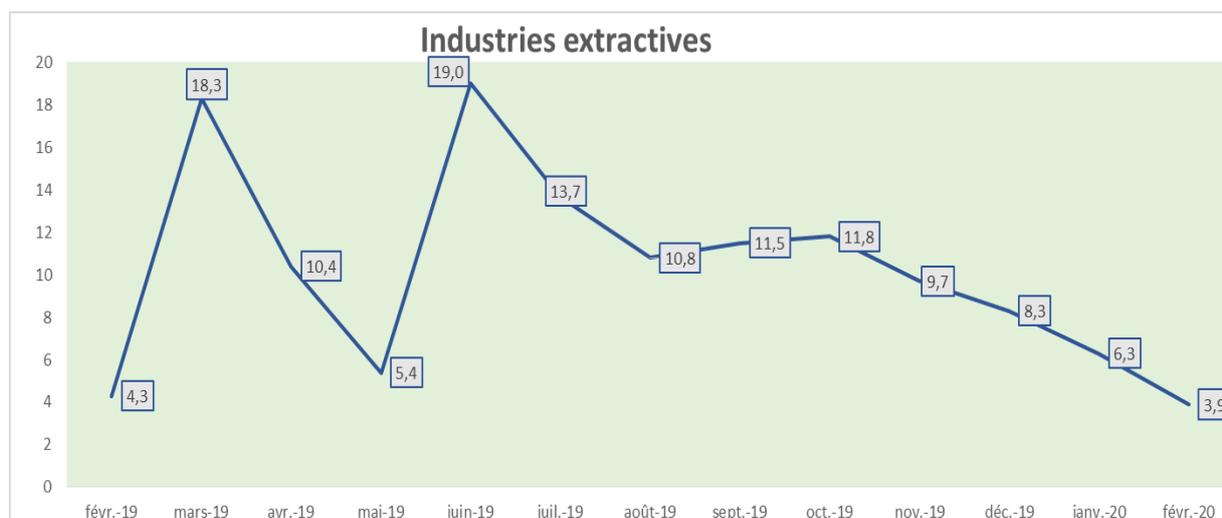
Graph. 5 : Evolution du solde des Industries énergétiques en 2019 et 2020



Source : BCC.

La confiance des chefs d'entreprises opérant dans les « **Industries extractives** » s'est effritée du fait des appréhensions que suscite la forte propagation de l'épidémie de coronavirus sur les exportations minières de la RDC, en particulier vers la Chine qui en constitue la principale destination. Le solde brut d'opinions dans ce secteur s'est situé à +3,9 % en février contre +6,3 % en janvier 2020.

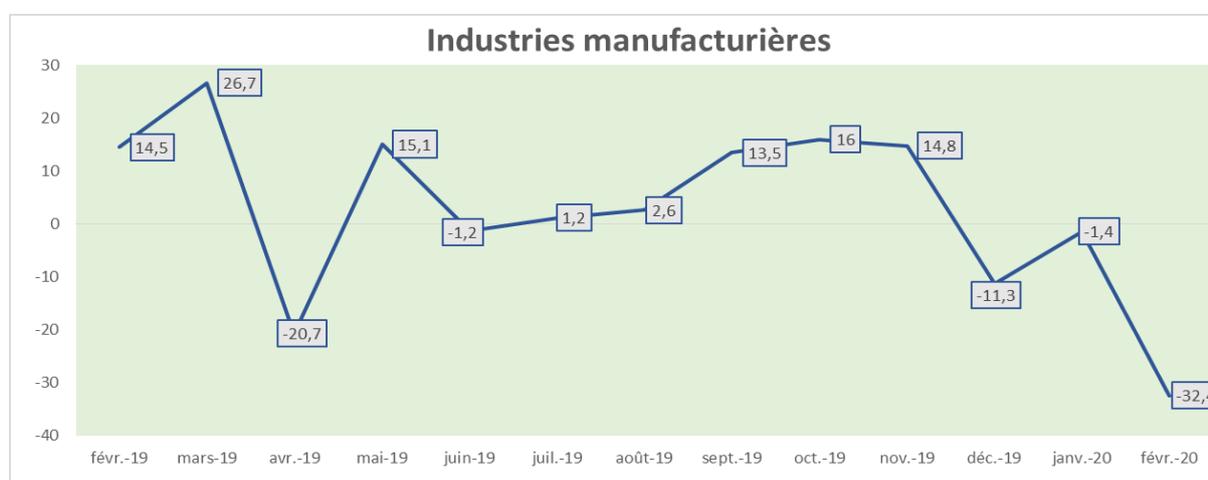
Graph. 6 : Evolution du solde des Industries minières en 2019 et 2020



Source : BCC.

L'activité dans les « **Industries Manufacturières** », présente des perspectives bien sombres, attestées par le pessimisme affiché par les chefs d'entreprises évoluant dans le secteur. Le solde brut d'opinions a baissé -32,4 % en février, venant de -1,4 % un mois plus tôt. Cette situation tient de la faiblesse du taux d'utilisation de la capacité installée conjuguée à une révision à la baisse de la demande dans les industries du ciment, de fabrication des produits chimiques ainsi que de la viande et du poisson.

Graph. 7: Evolution du solde des Industries manufacturières en 2019 et 2020

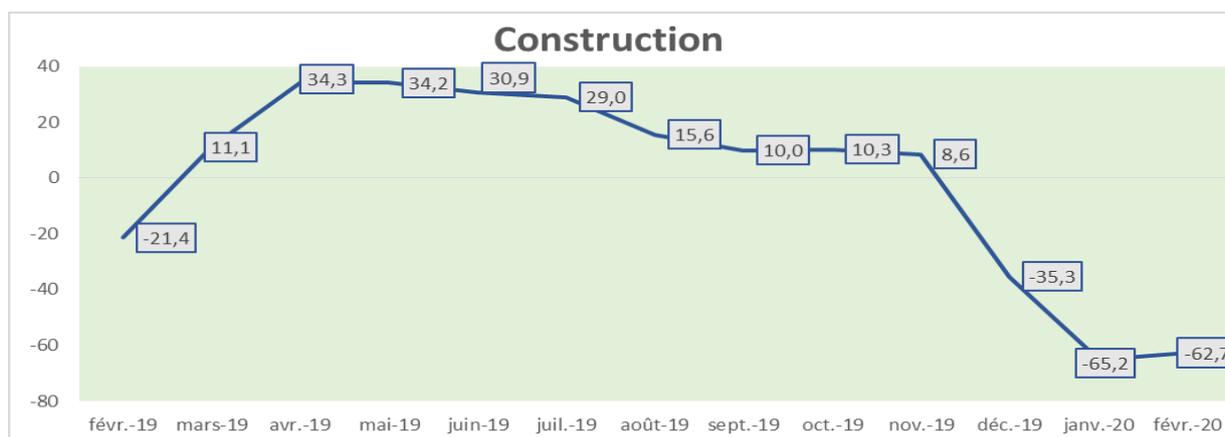


Source : BCC.

Le pessimisme demeure très présent dans le chef des exploitants du secteur de la « **Construction** », en dépit d'une faible amélioration notée au cours de la période sous examen. Le solde des opinions collectées auprès de ces derniers s'est, en effet, chiffré à -62,7 % contre -65,2 % en janvier dernier.

Les chefs d'entreprises n'envisagent pas à court terme une amélioration substantielle de la demande des travaux en raison du ralentissement de l'investissement tant privé que public enregistré dans bon nombre de chantiers en rapport avec la construction des gros ouvrages, des sites de logements sociaux, des bâtiments commerciaux et résidentiels. Toutefois, la reprise des travaux sur quelques chantiers publics a contribué à atténuer le pessimisme affiché dans la composante génie civil.

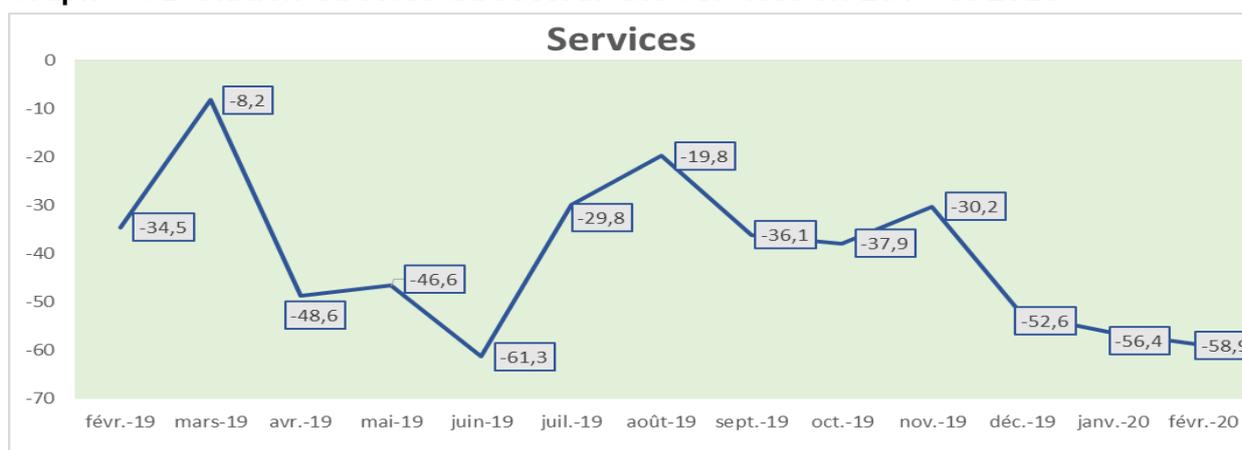
Graph. 8 : Evolution du solde du secteur Construction en 2019 et 2020



Source : BCC.

Pour ce qui est des « Services », le solde d'opinions s'est affiché à -58,9 % contre -56,4 % un mois auparavant. Cet effritement de la confiance fait suite au ralentissement des activités de télécommunication, de transport et des services rendus aux entreprises.

Graph.9 : Evolution du solde du secteur des Services en 2019 et 2020



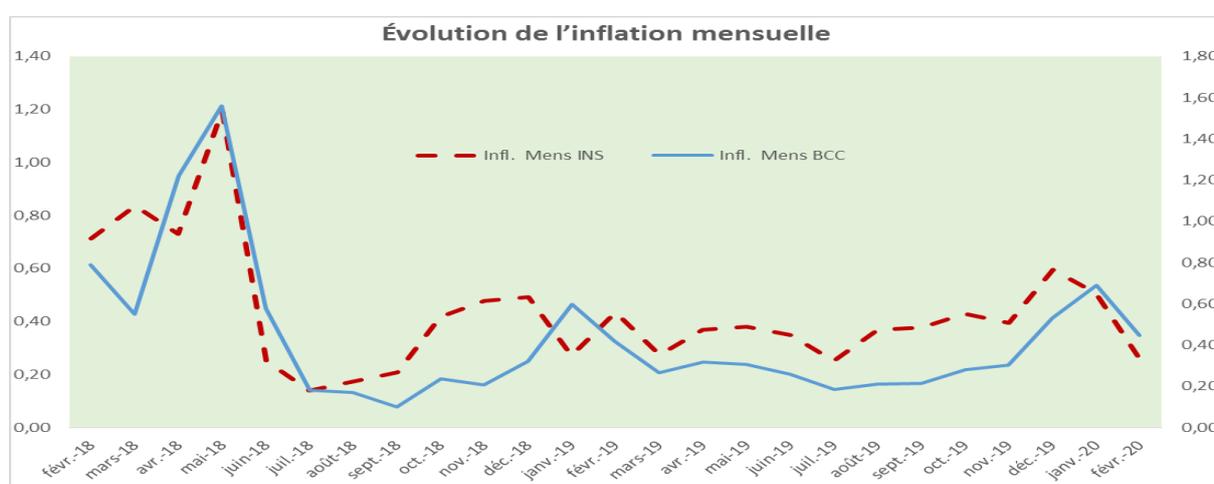
Source : BCC.

2.1.3. Evolution des prix intérieurs

Au mois de février 2020, il s'est observé un ralentissement du rythme de formation des prix, attesté par un taux d'inflation, calculé par l'INS, de 0,256 % contre 0,507 % au mois de janvier 2020, alors qu'à la période correspondante de 2019, il s'était établi à 0,434 %. En cumul et en glissement annuel, l'inflation est ressortie, respectivement à 0,764 % et 4,649 %.

Toutes choses restant égales par ailleurs, l'inflation s'établirait à 4,497 % à fin décembre 2020 contre un objectif d'inflation optimal de 7,000 % à moyen terme.

Graphique 10. Evolution de l'inflation mensuelle (BCC et INS)



Source : BCC et INS

Parallèlement, l'indice de la Banque Centrale du Congo s'est situé à 0,447 % contre 0,688 % un mois auparavant et 0,415 % à la période correspondante de 2019. En cumul annuel, il a atteint 1,138 % et en annualisé et 4,035 % en glissement. Toutes choses restant égales par ailleurs, le taux d'inflation devrait se situer à 6,889 % à fin décembre 2019.

2.1.3.1. Les principales fonctions de consommation de l'IPC-BCC en février 2020

L'analyse des principales fonctions de consommation permet de constater qu'en termes de contribution à l'inflation, les postes « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées », « Articles d'habillement et chaussures », « Santé », « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » et « Transports » se sont signalés par leur apport important dans l'inflation mensuelle à hauteur de 60,33 %, 11,05 %, 6,41 %, 6,53 % et 5,18 %.

Tableau 6 : Contributions par fonction de consommation BCC en janvier et février 2020

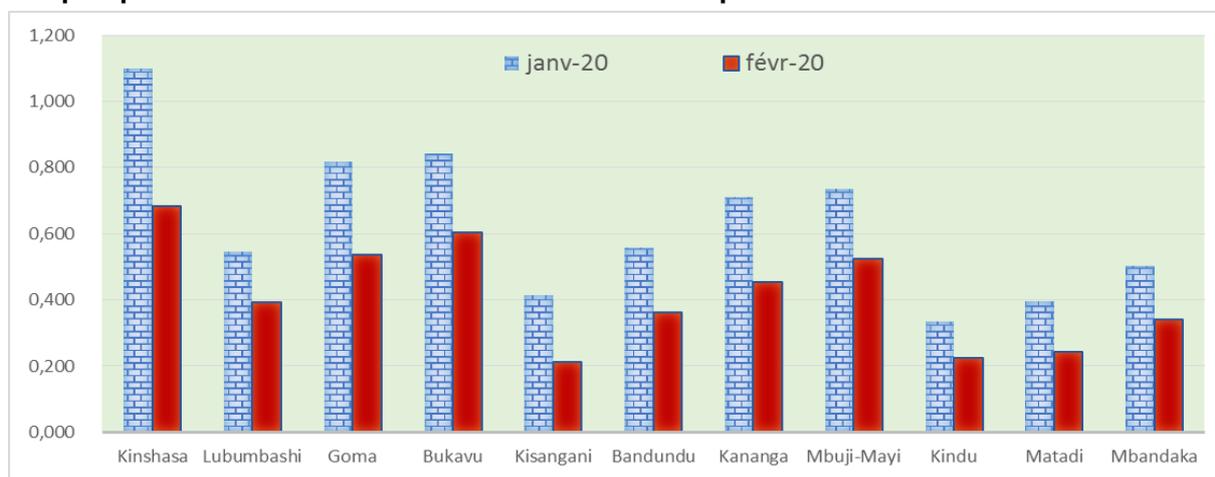
Poste	janv-20	févr-20
PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISEES	60,24	60,33
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	1,00	0,92
ARTICLES D'HABILLEMENT ET CHAUSSURES	10,17	11,05
LOGEMENT, EAU, GAZ, ELECTRICITE ET AUTRES COMBUSTIBLES	6,65	6,53
MEUBLES, ARTICLES DE MENAGE ET ENTRETIEN COURANT DU FOYER	2,29	2,40
SANTE	5,72	6,41
TRANSPORTS	5,77	5,18
COMMUNICATIONS	0,79	0,68
LOISIR ET CULTURE	0,90	0,77
ENSEIGNEMENT	2,04	1,57
RESTAURANTS ET HOTELS	2,43	2,30
BIENS ET SERVICES DIVERS	1,98	1,86

Source : BCC

2.1.3.2. Évolution de l'inflation en provinces

Au niveau des principales régions géographiques du pays, la variation de l'indice des prix à la consommation renseigne un ralentissement des prix des biens et services comparativement au mois passé. En effet, le rythme de croissance des prix ont ralenti dans toutes villes échantillonnées comme l'atteste le tableau ci-dessous.

Graphique 11. Evolution de l'inflation dans les provinces en février 2020



Source : BCC

Ainsi, pour remédier au problème des prix observés sur marché, la mise en application notamment des recommandations de rapport MENAA permettrait la baisse des prix des produits alimentaires importés.

En effet, ce rapport avait mis, en 2013, à nu les pratiques maffieuses des entreprises importatrices dans la surcharge des structures des prix des produits de première nécessité, laquelle entretient la hausse des prix observés depuis quelques temps sur le marché.

3.1. SECTEUR PUBLIC

3.1.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat

A fin février 2020, la comptabilisation des opérations financières de l'Etat, intégrant l'amortissement de la dette, a affiché un déficit mensuel de 181,1 milliards de CDF contre un déficit programmé de 47,4 milliards. Cette situation résulte d'un niveau des recettes de 453,4 milliards de CDF et celui des dépenses de 634,4 milliards.

En cumul annuel, les opérations financières de l'Etat se sont clôturées par un déficit de 317,7 milliards de CDF contre un déficit programmé de 108,2 milliards, alors qu'à la période correspondante de l'année 2019, le Trésor avait enregistré un excédent de 29,5 milliards.

Aux neuf premiers jours du mois de mars de l'année sous analyse, les opérations financières du Trésor public se sont soldées par un déficit de 45,1 milliards de CDF consécutif aux recettes de 28,5 milliards et des dépenses de 73,6 milliards.

Tableau 7 : Situation mensuelle des opérations du Trésor (en milliards de CDF)

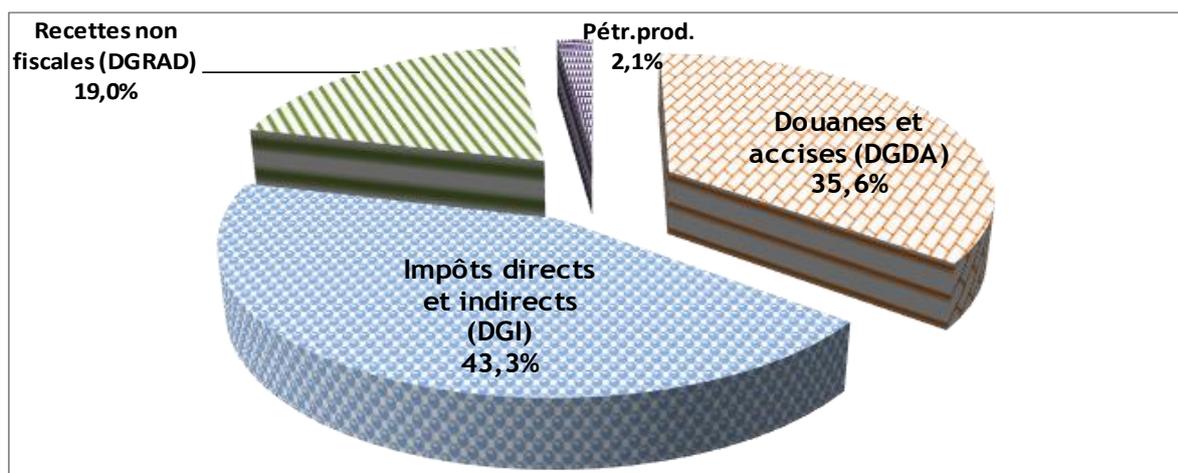
RUBRIQUES	2019		MOIS DE FEVRIER 2020			CUMUL FEVRIER 2020			VARIATION 2020/2019	
	Mois de févr.	Cumul févr.	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Mois de févr.	Cumul févr.
Douanes et accises (DGDA)	151,5	305,6	188,7	161,3	85,5	370,3	313,9	84,8	6,5	2,7
Impôts directs et indirect (DGI)	192,5	443,2	233,8	196,6	84,1	499,4	440,6	88,2	2,1	0,6
Recettes non fiscales (DGRAD)	78,2	204,5	101,4	86,0	84,8	175,6	168,6	96,0	10,0	17,6
Pétroliers Producteurs	22,8	55,7	29,3	9,4	32,1	52,3	29,9	57,2	58,8	46,3
Dons et autres	-	-	-	0,0	-	-	0,0	-	-	-
Total revenus et dons	445,0	1 009,0	553,3	453,4	81,9	1 097,6	953,0	86,8	1,9	5,6
Dépenses courantes	404,3	866,9	532,4	555,7	104,4	1 050,2	1 077,1	102,6	37,4	24,2
Dont Salaires	246,1	505,7	390,5	383,7	98,3	780,9	745,2	95,4	55,9	47,4
Intérêt sur la dette	2,9	7,0	7,4	3,1	42,3	11,5	3,2	28,2	7,0	53,8
- dont dette extérieure	2,9	3,0	3,4	3,1	92,7	3,5	3,2	92,9	7,0	7,8
Frais de fonct. Inst.et Min.	61,4	185,6	52,1	110,5	212,3	108,0	209,9	194,3	80,0	13,1
Institutions Politiques	28,1	87,6	17,7	46,2	260,9	41,1	92,7	225,4	64,4	5,8
Ministères	33,3	98,0	34,4	64,3	187,3	66,9	117,2	175,1	93,1	19,6
Dépenses en capital	0,5	22,3	17,0	15,7	92,9	24,5	16,9	69,0	3 043,1	24,1
Autres dépenses	16,7	75,8	30,5	24,2	79,4	67,1	52,0	77,4	44,7	31,5
*Elections	9,9	25,7	-	-	-	4,1	-	-	-	100,0
Total dépenses	421,5	965,0	579,8	595,6	102,7	1 141,9	1 146,0	100,4	41,3	18,8
Amortissement de la dette	3,1	14,5	10,0	8,8	87,9	34,0	32,7	96,2	186,8	125,6
Rembours.des Titres Publics	-	-	30,0	30,0	-	30,0	92,0	-	-	-
Total dép. (+amort.+rmb. TP)	424,6	979,5	619,8	634,4	102,4	1 205,8	1 270,7	105,4	49,4	29,7
1. Solde global	23,5	44,0	- 26,5	- 142,2	537,1	- 44,3	- 193,0	436,1	- 449,3	- 538,8
2. Solde courant	40,7	142,1	20,9	- 102,3	- 488,9	47,4	- 124,1	- 261,9	- 487,2	- 187,3
3. Solde primaire	26,4	51,0	- 19,1	- 139,1	727,8	- 32,8	- 189,8	579,0	- 780,9	- 472,1
Solde (intégrant amort&rmb. TP)	20,4	29,5	- 66,5	- 181,1	272,2	- 108,2	- 317,7	293,6	- 986,3	- 1 176,5

Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances).

Les ressources mobilisées durant le mois de février 2020 ont atteint 453,4 milliards de CDF avec un taux de réalisation de 81,9 % par rapport à leur prévision mensuelle. Comparées aux ressources mobilisées à la période correspondante de 2019, il s'observe une légère progression de 1,9 %.

La composition de ces recettes reste dominée par les impôts directs et indirects collectés par la DGI représentant 43,3 % du total, alors que la DGDA et la DRAD ont collecté chacune 35,6 % et 19,0 % des recettes totales. Quant à la rubrique « pétroliers producteurs », elle a enregistré une part de 2,1 % dans le total des recettes du Trésor alors que celle relative aux « Dons et autres recettes » n'ont enregistré aucune recette en faveur du Trésor public.

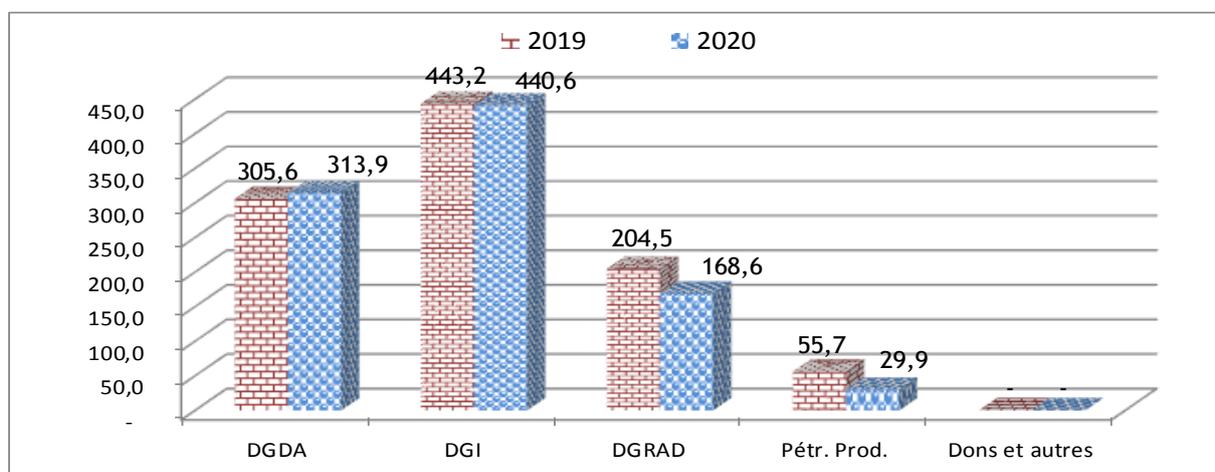
Graphique 12 : Parts relatives des recettes des régies financières à fin février 2020



Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances).

En cumul annuel fin février 2020, les recettes du Trésor ont baissé de 5,6 % comparativement à la période correspondante de l'année précédente, se chiffrant à 953,0 milliards de CDF avec un taux de réalisation de 86,8 % par rapport à leur prévision.

Graphique 13 : Ventilation par rubrique des recettes publiques en cumul annuel fin février 2019 et 2020 (en milliards de CDF)



Source : BCC sur base des statistiques du ministère de Finances (DTO).

S'agissant des dépenses publiques, intégrant l'amortissement de la dette et le remboursement de Bon du Trésor, au cours du mois sous analyse, elles ont progressé de 49,4 % comparativement à leur niveau de la période correspondant de 2019, exécutées en dépassement de 2,5 % rapportées à leur programmation mensuelle.

La composition de ces dépenses est restée dominée par les dépenses courantes représentant 87,6 % du total et exécutées en dépassement de 4,4 % de leur programmation, alors que celles en capital n'ont représenté que 2,5 %.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

En ce qui concerne la structure de dépenses courantes, il faudra signaler la prédominance des charges relatives aux salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat, dont la part a été 69,0 % dans les dépenses courantes. Quant aux frais de fonctionnement des ministères ainsi que des institutions politiques, elles ont été exécutées respectivement à hauteur de 244,1 % et de 180,8 % de leur programmation.

En cumul annuel fin février 2020, ces dépenses ont progressé de 29,7 % comparativement à la période correspondante de l'année précédente se chiffrant à 1.259,5 milliards de CDF avec un taux d'exécution de 106,1 % rapportées à leur prévision.

Il convient de noter que c'est l'accroissement des dépenses relatives à la rémunération des agents et fonctionnaires de l'Etat qui ont le plus contribué à l'augmentation des dépenses du Trésor public. Ces dépenses ont crû de 47,4 % comparativement aux deux premiers mois de l'année précédente, représentant 58,6 % des dépenses du Trésor public.

2.2.2. Evolution hebdomadaire des recettes au mois février 2020

Durant le mois de février 2020, les recettes et les dépenses ont connu des évolutions similaires. En effet, les deux variables ont progressé pendant les trois premières semaines pour régresser à la dernière semaine. En ce qui concerne les recettes, elles ont atteint leur pic à la troisième semaine, se chiffrant à 184,0 milliards de CDF, portées principalement par les celles collectées par la DGI et DGDA.

Pour ce qui est des dépenses du Trésor, près de la moitié de celles-ci ont été exécutées à la troisième semaine, avec le début de la paie des agents et fonctionnaire de l'Etat. En effet, les dépenses de rémunération ont représenté près de 69 % de dépenses exécutées au cours de la semaine sus-évoquée.

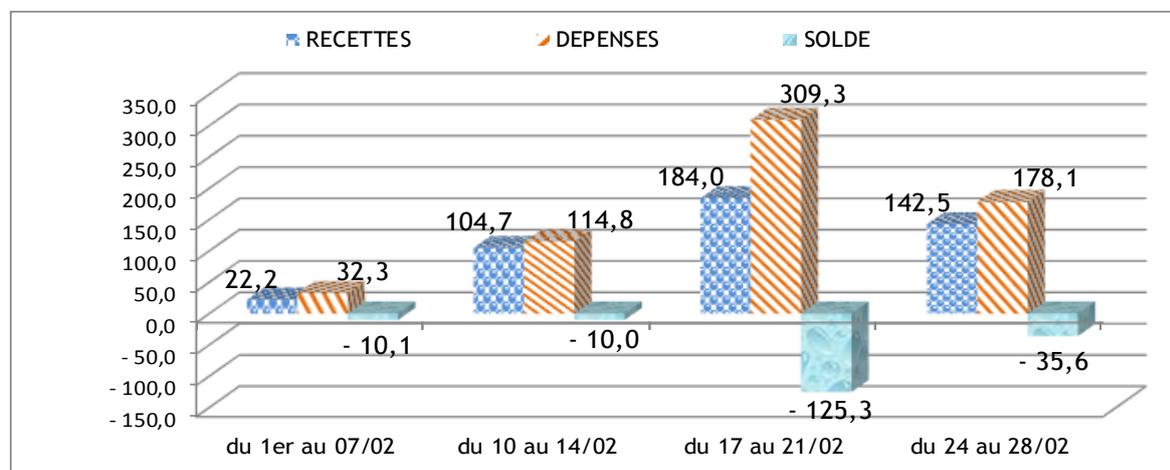
**Tableau 8 : Evolution hebdomadaire des opérations financières de l'Etat
(en milliards de CDF)**

RUBRIQUES	du 1er au 07/02	du 10 au 14/02	du 17 au 21/02	du 24 au 28/02	Cumul mens.
RECETTES	22,2	104,7	184,0	142,5	453,4
Douanes et accises (DGDA)	15,1	42,2	41,5	62,5	161,3
Impôts directs et indirects (DGI)	3,3	52,6	114,6	26,1	196,6
Recettes non fiscales (DGRAD)	3,7	9,8	27,9	44,5	86,0
Autres recettes	0,0	0,0	0,0	9,4	9,4
DEPENSES(+amort.dette)	32,3	114,8	309,3	178,1	634,4
Dont - salaires	0,5	69,6	215,5	98,0	383,7
- Frais de fonctionnement	20,7	21,0	29,1	39,7	110,5
- Subventions	0,0	2,2	34,9	5,5	42,6
-Rmbt Bon du Trésor (RBT)	6,0	9,0	15,0	0,0	30,0
SOLDE	-10,1	-10,0	-125,3	-35,6	-181,1

Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances).

Pour ce qui est du solde hebdomadaire des opérations financières de l'Etat, il est demeuré déficitaire durant toutes les semaines du mois de février 2020, avec un creux de 125,3 milliards à la troisième semaine.

Graphique 14 : Evolution du solde hebdomadaire (en milliards de CDF)



Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances).

2.2.3. Evolution du plan de trésorerie de la Banque Centrale du Congo

Au cours du mois de février 2020, le plan de trésorerie de la BCC indique un déficit de 3,997 milliards de CDF, découlant des encaissements de 32,891 milliards et des décaissements de 36,888 milliards. Toutefois, il convient de noter que le paiement en faveur de la Banque Centrale par le Trésor des intérêts sur la créance titrisée, d'un montant de 4,0 milliards de CDF n'a pas été réalisé.

En cumul annuel fin février 2020, l'exécution du plan de trésorerie de la BCC s'est clôturée par un déficit de 7,995 milliards de CDF, consécutif aux encaissements de 60,890 milliards et aux décaissements de 68,885 milliards. Rapportés à leurs niveaux de la période correspondante de l'année passée, les encaissements ont crû de 1,9 % alors que les décaissements ont enregistré un accroissement de 15,3 %.

En outre, il convient de relever que le déficit observé, en cumul annuel fin février 2020, correspond au montant non versé par le Trésor, soit 8,0 milliards de CDF, au titre des intérêts sur créances titrisées comptant pour les deux premiers mois de l'année. En cas de paiements de ces intérêts, la situation de la BCC afficherait un excédent de 5,0 millions de CDF.

Tableau 9 : Plan de trésorerie de la BCC à fin février 2020 (en milliards de CDF)

RUBRIQUES	CUMUL ANNUEL FIN FEVRIER			MOIS DE FEVRIER 2020		
	2019	2020	VARIATION en %	PROGRAM. MENSUELLE	EXECUTION MENSUELLE	TAUX D'EXEC. En %
ENCAISS.	59,748	60,890	1,9	32,207	32,891	102,1
DECAISS.	59,744	68,885	15,3	32,207	36,888	114,5
RESULTAT	0,004	- 7,995	-195 041,6	-	- 3,997	

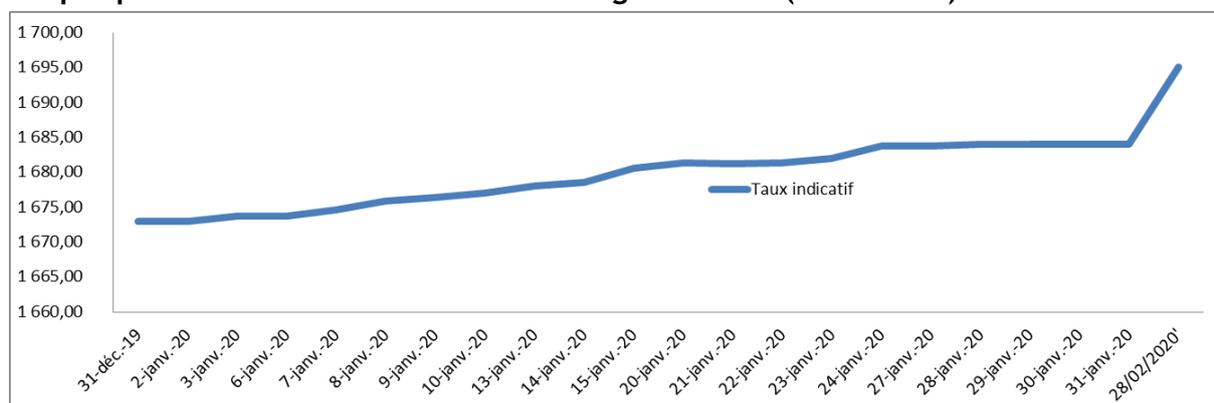
Source : BCC.

2.3. SECTEUR EXTERIEUR

2.3.1. Le marché des changes

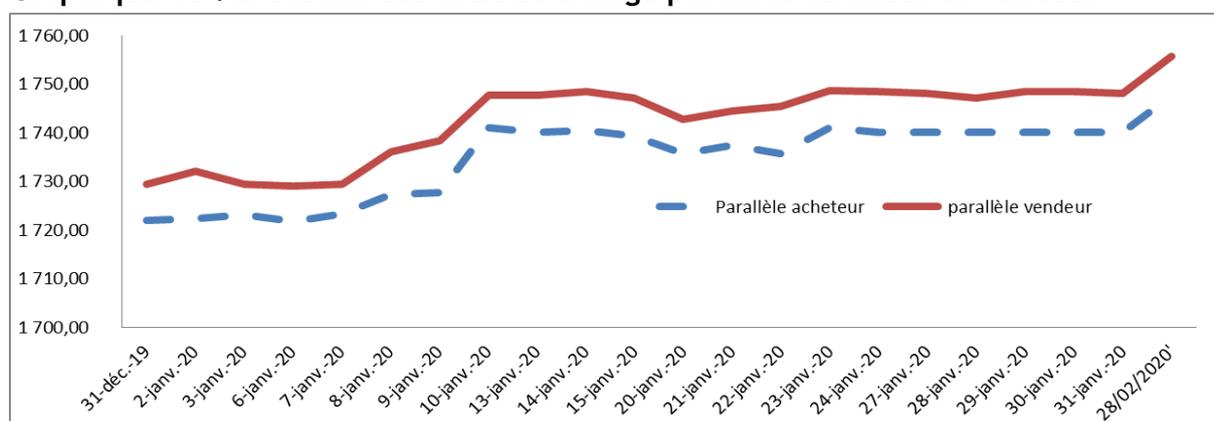
Au mois de février 2020, le marché de change est demeuré relativement stable sur ses deux segments. En effet, en rythme mensuel, la monnaie nationale s'est dépréciée de 0,66 % à l'indicatif et 0,43 % au parallèle, se fixant respectivement au 28 février 2020, à 1.695,01 CDF et 1.751,67 CDF le dollar américain. En comparaison à la situation de février 2019, le franc congolais s'est déprécié de 3,42 % à l'indicatif et 5,19 % au parallèle.

Graphique 15 : Evolution du taux de change indicatif (CDF/1 USD)



Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique 16 : Evolution des taux de change parallèle acheteur et vendeur



Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 10 : Evolution du taux de change

	Taux de change CDF/1 USD				Var/mens en %				Var. en % par rapport à fin déc n-1			
	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle		
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen
31-déc.-18	1635,62	1668,33	1681,67	1675,00								
31-janv.-19	1638,00	1651,67	1664,33	1658,00	- 0,15	1,01	1,04	1,03	- 0,15	1,01	1,04	1,03
28-févr.-19	1637,01	1656,00	1665,67	1660,83	0,06	- 0,26	- 0,08	- 0,17	- 0,09	0,74	0,96	0,85
29-mars-19	1639,00	1663,33	1670,67	1667,00	- 0,12	- 0,44	- 0,30	- 0,37	- 0,21	0,30	0,66	0,48
30-avr.-19	1638,88	1660,00	1667,00	1663,50	0,01	0,20	0,22	0,21	- 0,20	0,50	0,88	0,69
31-mai-19	1637,68	1663,00	1671,00	1667,00	0,07	- 0,18	- 0,24	- 0,21	- 0,13	0,32	0,64	0,48
28-juin-19	1645,89	1668,67	1676,67	1672,67	- 0,50	- 0,34	- 0,34	- 0,34	- 0,62	- 0,02	0,30	0,14
31-juil.-19	1650,19	1673,33	1679,33	1676,33	- 0,26	- 0,28	- 0,16	- 0,22	- 0,88	- 0,30	0,14	- 0,08
30-août-19	1653,96	1675,00	1681,67	1678,33	- 0,23	- 0,10	- 0,14	- 0,12	- 1,11	- 0,40	-	- 0,20
30-sept.-19	1652,69	1680,00	1685,67	1682,83	0,08	- 0,30	- 0,24	- 0,27	- 1,03	- 0,69	- 0,24	- 0,47
31-oct.-19	1654,40	1683,33	1690,00	1686,67	- 0,10	- 0,20	- 0,26	- 0,23	- 1,14	- 0,89	- 0,49	- 0,69
29-nov.-19	1663,89	1714,33	1720,67	1717,50	- 0,57	- 1,81	- 1,78	- 1,80	- 1,70	- 2,68	- 2,27	- 2,47
31-déc.-19	1672,95	1722,00	1729,33	1725,67	- 0,54	- 0,45	- 0,50	- 0,47	- 2,23	- 3,12	- 2,76	- 2,94
31-janv.-20	1683,88	1740,00	1748,33	1744,17	- 0,65	- 1,03	- 1,09	- 1,06	- 0,65	- 1,03	- 1,09	- 1,06
28-févr.-20	1695,01	1747,67	1755,67	1751,67	- 0,66	- 0,44	- 0,42	- 0,43	- 1,30	- 1,47	- 0,42	- 0,43
Variation en % par rapport à janv.2019					- 0,66	- 0,44	- 0,42	- 0,43				

Source : Banque Centrale du Congo

2.3.2. Budget en devises et Réserves de change

La situation des réserves de change de la Banque Centrale du Congo renseigne au 26 février 2020 un niveau des réserves internationales situé à 716,81 millions de USD, représentant 2 semaines et 5 jours d'importations des biens et services sur ressources propres.

4.1. SECTEUR MONETAIRE

4.1.1. Evolution des Agrégats monétaires

A fin février 2020, la situation monétaire indique un accroissement de la masse monétaire de 38,8 milliards de CDF par rapport à fin janvier 2020, la situant à 13.110,9 milliards. Cette hausse provient principalement de l'augmentation des Avoirs intérieurs nets à hauteur 397,2 milliards de CDF sous l'impulsion à la fois du crédit net à l'Etat et des autres postes nets respectivement de 126,2 milliards et de 255,4 milliards. Au niveau des composantes, cet élargissement est enregistré au niveau de la circulation fiduciaire qui s'est élevé à 38,6 milliards de CDF.

De même pour la base monétaire, elle a enregistré une hausse de 101,5 milliards de CDF, s'établissant à 3.269,9 milliards, suite à l'accroissement des avoirs intérieurs nets à hauteur 459,8 milliards induit par le crédit net à l'Etat et les autres postes nets respectivement de 126,2 milliards et 292,7 milliards de CDF. Au niveau des composantes, cet élargissement de la liquidité a été localisé au niveau des comptes courants des banques et de la circulation fiduciaire respectivement de 62,7 milliards et 38,6 milliards de CDF.

2.4.1 . Marché monétaire

Au cours du mois sous étude, le guichet des prêts à court terme et celui des facilités permanentes sont demeurés inactifs.

Par contre, le guichet interbancaire a été opérationnel. En effet, à fin février 2020, le volume global des opérations a atteint 176,0 milliards de CDF au taux moyen pondéré de 4,14 % contre 298,5 milliards de CDF à la période correspondante de 2019, au taux moyen pondéré de 6,58 %.

- **Marché des Bons de la Banque Centrale du Congo**

L'encours global du Bon BCC s'est situé à 31,0 milliards de CDF au 29 février 2020, ventilé comme suit : 16,0 milliards pour la maturité à 7 jours, 3,0 milliards pour celui à 28 jours et 12,0 milliards pour les 84 jours. Considérant le niveau de l'encours à fin décembre 2019 de 55,0 milliards de CDF, il se dégage donc une injection annuelle de 24,0 milliards. Cependant par rapport à l'encours de janvier 2020 qui s'était situé à 32,0 milliards, il apparaît une injection mensuelle de la liquidité de 1,0 milliard de CDF.

Tableau 11 : Evolution de l'encours du Bon BCC (milliards de CDF)

maturité	Fin décembre 2019	31 janvier 2020	29 février 2020
7 jours	14,0	12,0	16,0
28 jours	18,0	0	3,0
84 jours	23,0	20,0	12,0
Total	55,0	32,0	31,0

Source : Banque Centrale du Congo

Les taux moyens pondérés sur les Bons BCC à 7, 28 et 84 jours se sont situés à 1,29 %, 2,66 % et 4,50 % respectivement. Le coût mensuel afférent à cet instrument a été de 145,94 millions de CDF contre 169,56 millions à la période correspondante de 2019, soit une baisse de 23,62 millions de CDF.

Tableau 12 : Evolution du coût de Bon BCC (en milliards de CDF)

maturité	Février 2019	Février 2020
7 jours	17,50	13,73
28 jours	152,06	6,21
84 jours	0	126,00
Total coût	169,56	145,94

Source : Banque Centrale du Congo

- **Evolution du compte courant des banques**

Au 29 février 2020, le compte courant des banques a enregistré une hausse mensuelle de 62,7 milliards de CDF, se situant à 1.382,4 milliards. Rapproché à la moyenne notifiée de la réserve obligatoire de 1.102,1 milliards, il se dégage un niveau des avoirs libres des banques de 280,3 milliards de CDF contre 91,7 milliards de CDF une année plus tôt.

- **Evolution des émissions monétaires**

Au 28 février 2020, les émissions monétaires nettes cumulées se sont établies à 65,7 milliards de CDF, résultant des émissions brutes de 87,6 milliards et de destructions de 22,0 milliards. Les billets recyclés se sont établis à 505,9 milliards de CDF, dont 73,5 % en provinces.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

Comparativement à la période correspondante de 2019, les émissions autorisées, réalisées, nettes ainsi que le recyclage ont été moins importants par rapport à l'année en cours. L'ampleur des émissions monétaires au cours de cette année s'explique par les dépenses du Trésor liées au programme des 100 jours du Gouvernement.

Tableau 13 : Evolution des émissions monétaires en 2020 (En millions de CDF)

Rubrique	Janvier	févr-19	févr-20	Ecart	Cumul/An
Emissions autorisées	17 202,65	54 310,00	81 515,00	27 205,00	98 717,65
Emissions réalisées= (A)	9 984,75	54 169,15	77 646,05	23 476,90	87 630,80
Destructions = (B)	9 313,70	-	12 649,53	12 649,53	21 963,23
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	671,05	54 169,15	64 996,53	10 827,38	65 667,58
Recyclage	292 706,34	172 055,28	213 233,88	41 178,60	505 940,22
<i>dont au Siège</i>	<i>85 722,19</i>	<i>53 970,22</i>	<i>48 399,12</i>	<i>- 5 571,11</i>	<i>134 121,31</i>
<i>dont en provinces (*)</i>	<i>206 984,15</i>	<i>118 085,06</i>	<i>164 834,77</i>	<i>46 749,71</i>	<i>371 818,91</i>

Source : Banque Centrale du Congo

(*) : Seulement les versements des banques